

Consultation Nationale sur l'École

Avant propos :

Notre école, souvent accusée de n'assurer qu'imparfaitement sa mission, suscite auprès de nombre de nos concitoyens doute et interrogations, parfois même, déceptions et découragement.

Il y a déjà plus de 30 ans, les sociologues Pierre Bourdieu et J. Claude Passeron, dans leur livre "Les Héritiers", avaient montré comment notre institution scolaire "reproduisait" les inégalités sociales et les dysfonctionnements de notre système économique et politique.

Plus récemment, les concepts "d'échec scolaire", d'inégalité formative, voire de discrimination éducative, sont venus renforcer les interrogations et les inquiétudes des parents, des élèves eux-mêmes, et, d'une façon plus générale, de l'ensemble des citoyens, qui, à juste raison, considèrent que l'école de la République n'est la propriété de personne, mais qu'elle appartient, au contraire, à la nation toute entière.

C'est la raison pour laquelle, il ne sera pas étonnant que, lors de cette grande consultation nationale, apparaissent les multiples angoisses de la société elle-même, dont les espaces d'éducation que sont les écoles, collèges et lycées, ne sont que des "miroirs éclatés".

Lors des premières réunions de réflexion pour le choix des thèmes retenus, et compte tenu des nombreux sujets parmi les 22 soumis à la réflexion qui nous paraissaient pouvoir être traités presque inéluctablement dans d'autres thèmes plus généraux, nous avons choisi quatre d'entre eux :

04 Faut-il partager autrement l'éducation entre jeunesse et âge adulte, et impliquer davantage le monde du travail ?

06 Comment l'école doit-elle s'adapter à la diversité des élèves ?

12 Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'école peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves ?

15 Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités ?

Lors de la première rencontre, au-delà des acteurs traditionnels de l'école, et de leurs partenaires immédiats, Professeurs, Parents d'élèves et représentants des deux grandes fédérations, avaient été conviés aussi des personnalités locales, Présidents d'associations, de M.J.C., élus de la commune et des communes environnantes, chefs d'entreprises, tout particulièrement ceux qui accueillent nos élèves lors de stages, mais aussi les représentants officiels des grands services de l'état : Commandant de Police et Capitaine de Gendarmerie, commandant la compagnie locale. Plusieurs d'entre elles sont venues, et nous ont apporté leur avis et leur compétence. Que ces personnalités diverses en soient remerciées.

Le samedi 29 novembre, nous avons alors proposé, aux divers participants, après une courte introduction (de l'animateur du débat) de se répartir dans quatre salles différentes, afin de permettre, par un nombre plus réduit d'interlocuteurs, la prise de parole du plus grand nombre, et rendre ainsi plus facile la rédaction d'une synthèse par un ou une rapporteuse, lors de la réunion en assemblée plénière.

Le Constat

Dès les premières réflexions sur le "constat" de l'école, de très nombreux points, maintes fois abordés, font l'objet de doléances tout aussi nombreuses, ainsi que la constatation d'un certain nombre de dysfonctionnements.

Les difficultés d'une orientation conforme aux vœux réels des élèves, l'insuffisante ouverture du collège sur l'extérieur, le faible "flux" d'intervenants extérieurs, la difficulté, voire l'impossibilité de redonner le sens de l'effort à des enfants confrontés à une société où ce sont les loisirs qui deviennent les nouveaux critères de valeur, le pourcentage élevé du chômage même pour des lycéens diplômés, tous ces problèmes contribuent au découragement et à un "certain" "diletantisme" dans les études.

Sont évoqués aussi le manque de coordination au niveau des principales orientations : CM2/6^e, 3^e/2^e, et en particulier la très grande difficulté pour les professeurs de 6^e qui doivent respecter un programme, des horaires, face à une hétérogénéité grandissante, et en présence d'un grand nombre d'élèves qui ne maîtrisent pas, en arrivant en 6^e, les "fondamentaux" qui sont la lecture et l'écriture.

Mais bien évidemment, comme corollaire de l'ensemble, on constate une montée en puissance des actes d'incivilité et de la violence, reflets de la société contre lesquels le milieu enseignant n'est pas formé, et qui ne dispose pas de moyens suffisants pour affirmer son autorité.

Chacun de ces constats négatifs se voit tempéré d'une constatation plus simple : ce n'est pas l'école qui est en échec, mais la société, et celle-ci ne fait, comme on l'a dit, que reproduire à une échelle plus réduite, les conflits sociaux permanents du monde qui nous entoure.

04 Faut-il partager autrement l'éducation entre jeunesse et âge adulte, et impliquer davantage le monde du travail ?

Cette question a amené les divers interlocuteurs à évoquer les problèmes d'orientation : selon plusieurs enseignants et parents, l'âge des élèves pour un niveau donné, le nombre d'années de formation, les réticences par rapport aux redoublements, sont trop "académiques". L'orientation doit se faire plus tôt, pour certains, ou plus tard pour d'autres. Plus tôt, car trop souvent ce sont les parents eux-mêmes qui souhaitent pour leurs enfants des études longues alors qu'ils n'en ont ni la capacité ni le désir, mais préfèrent des apprentissages et des formations à un métier en lycée professionnel. Plus tard, pour d'autres intervenants, qui font valoir que le monde actuel nécessite pour tout le monde, quelles que soient les carrières poursuivies, un haut niveau de connaissances générales, que le niveau du Brevet des Collèges ne saurait suffire à donner. Seize ans, pour ces personnes, c'est encore trop tôt pour "en finir avec l'école".

Pour autant la formation suivie au-delà, n'aurait pas forcément les mêmes contenus, ni toutes les matières enseignées en 2^e générale.

L'implication du monde du travail, que chacun s'accorde à reconnaître nécessaire, à condition qu'il ne s'agisse pas de remplacer l'enseignement du professeur, ni d'adapter tout simplement aux nécessités économiques locales, peut permettre une meilleure appréciation pour les élèves et les parents, de l'orientation souhaitable.

Sont, par exemple, évoqués des rencontres et des débats avec des chefs d'entreprise, en particulier ceux qui sont d'anciens élèves, et aujourd'hui des parents d'élèves pour parler de leur expérience, du monde du travail et de l'entreprise.

Des associations, de même, pourraient jouer un rôle important pour mettre en rapport les différents partenaires. Une meilleure information sur les métiers manuels, en particulier, en direction des élèves les plus en difficulté en 5^e et en 4^e, pourrait conduire certains parents à modifier leur point de vue, concernant les études de leurs enfants.

O6 Comment l'école doit-elle s'adapter à la diversité des élèves ?

1) - Il nous a paru indispensable de réfléchir au préalable sur un sujet qui avait été écarté dans une présélection des thèmes : une définition des objectifs et des notions, indispensable avant toute proposition. La "*diversité*" évoquée est essentiellement une *disparité* de niveau, une *inégalité* plutôt qu'une variété. Le point crucial nous paraît être le fait qu'à l'entrée en sixième, 20 % et souvent plus des élèves n'ont pas une maîtrise suffisante de la langue française, ce qui a des conséquences graves dans toutes les matières scolaires. Ce pourcentage ne s'abaisse pas réellement au cours de la scolarité au collège. Des études récentes ont fait état d'un taux de 10 % de jeunes de 18 ans relevant de *l'illettrisme* (quels que soient les euphémismes utilisés pour l'exprimer), et ceci après plus de 10 ans de scolarité. Cela veut dire que, si le mal n'est pas traité à la racine, le reste ne sera qu'expédients. Veut-on réellement résoudre le problème ou le contenir dans des limites politiquement correctes en répondant à la demande économique d'une main d'œuvre d'exécutants avec une formation minimale ? Un élève avec ce handicap, quelles que soient les structures d'accompagnement au collège, ne pourra maîtriser suffisamment les nouveaux apprentissages. Les lacunes s'accumuleront, hypothéquant les acquisitions ultérieures. Il est trop tard au collège pour apprendre à lire (sauf cas exceptionnel, par exemple *primo-arrivants*). Si les enfants n'apprennent pas au même rythme, il faudrait un jour en tirer les conséquences logiques : pourquoi voudrait-on que tous passent en sixième exactement au même âge, quel que soit leur niveau ?

PROPOSITION : *que tout soit mis en œuvre pour que les élèves entrent en sixième sachant lire. Recentrer la formation initiale (primaire) sur les "fondamentaux" en adaptant pour chaque élève les temps consacrés, quitte à entrer en sixième un an plus tard (on n'est pas "trop vieux" à 12 ans, et cette année, loin d'être "perdue", sera vite compensée par l'efficacité des acquisitions ultérieures). Nous ne proposons pas simplement des redoublements du CP ou du CM2, mais une réflexion sur une redéfinition des contenus des enseignements, une hiérarchisation des urgences, avec possibilité de réaménagement des cycles.*

2 – Au collège, même si on a tout fait pour réduire le pourcentage des élèves handicapés à l'entrée, il n'empêchera pas que seront nécessaires une grande vigilance et des actions spécifiques pour ne pas laisser s'installer de nouvelles sources d'échec. La réduction du nombre de cas à l'entrée au collège pourra permettre une redistribution efficace des moyens, sans que cela soit forcément suffisant.

PROPOSITIONS :

- A) Plus de transparence sur les objectifs à atteindre à la fin de chaque année scolaire et un respect des exigences et des résultats des évaluations pour éviter des passe-droit : conseils de classe, commissions d'appel... On sait que des élèves passant outre les décisions du conseil de classe sont quasiment tous en échec grave à partir de l'année suivante. Pas d'élèves qu'on pousse sciemment vers une sortie prématurée du système scolaire avec pour seul argument leur âge : la diversité est aussi celle du temps consacré aux apprentissages (voir 1). Pas non plus de passage en seconde avec un "bagage" insuffisant : cela recrée les conditions d'échec évoquées pour l'entrée en sixième.

- B) Maintien et développement de toutes les structures d'aide existantes, avec un effort important sur le problème des effectifs (dédouplements, allègements, groupes, etc., en particulier en français et mathématiques) et la mise en évidence du rôle capital de la SEGPA.

-C) Réduire l'hétérogénéité des classes, pour des raisons d'efficacité (rythmes d'apprentissage en particulier). Mais en aucun cas cela ne doit recréer de filière, de pré-orientation prématurée (voir D).

- D) Multiplier les passerelles à tous les niveaux, particulièrement entre classes à effectifs allégés et les autres, entre la SEGPA et "l'enseignement général".
- E) Intégrer dans le collège et dans les équipes pédagogiques, de manière beaucoup plus approfondie, des personnels spécialisés (infirmière, assistante sociale, psychologue, éducateurs, etc..) avec une présence à plein temps (permettant aux enseignants de recentrer leur activité sur les fonctions spécifiques d'enseignement).
- F) Ouverture sur l'extérieur et l'avenir (cf les stages en entreprise existants en 4^e) à amplifier. Par exemple, intervention (sous une forme à définir et à contrôler bien sûr), à la demande ou en accord avec les enseignants, de parents pouvant apporter une information sur un métier pratiqué, d'anciens élèves actuellement en lycée ou dans l'enseignement supérieur, etc.
- G) Un effort à faire sur l'information en matière d'orientation, garant de proposition de diversité, à tous les niveaux du collège.
- H) Les IDD, sous leur forme et avec leurs contraintes actuelles, ne semblent pas une bonne voie (en particulier parce qu'elles grèvent de manière inacceptable le temps consacré aux enseignements généraux fondamentaux (français, mathématiques, histoire-géographie, etc.). Reconsidérer le problème.
- I) Revalorisation des langues vivantes (cf Brevet) et des langues anciennes (par exemple revenir sur les fermetures de sections de grec).

12 Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'école peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves ?

Cette question, à laquelle il a déjà en partie été répondu dans la question 04, a suscité de la part de plusieurs participants des interrogations liées à d'autres thèmes retenus : on a reparlé de l'orientation, de l'information "que doivent mieux s'approprier parents et enfants " du projet global de l'élève.

En tout état de cause, l'école ne saurait rester un "lieu fermé" où le professeur serait le seul à expliquer, à intéresser, à guider dans ses études : les autres partenaires, et en premier lieu les parents, mais aussi d'autres intervenants extérieurs, doivent "construire " avec les élèves leur projet.

Cette "pédagogie" du projet ne saurait toutefois être utile que si l'on a sans cesse valorisé auprès des enfants la notion d'effort, de difficulté du monde du travail et de la vie en société, en général. Une des intervenantes parle même d'une "frustration nécessaire" afin d'habituer mieux l'enfant à savoir que rien n'est acquis, que tout n'est pas possible et qu'il faut se donner les moyens de la réussite, si l'on se propose des objectifs difficiles à atteindre.

L'aide des parents, dans le travail scolaire, ou l'intervention d'association d'aide au travail peuvent être un élément déterminant. Le simple suivi régulier et attentif du travail de l'enfant, est pour lui un signe fort, en particulier pour un préadolescent, ou un adolescent.

Mais pour cela, il faut mettre en place un projet plus "lisible", dès la 6^e, pour qu'au collège, l'enfant sente une cohérence dans les enseignements qui lui sont donnés, par rapport à son orientation prochaine, en fin de 3^e.

15 Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités ?

Ce qui inquiète les personnes réunies sur le thème 15, plus que la violence, c'est la montée en flèche des incivilités qui génère la crainte, renforcée par l'actualité, d'une situation de non-retour.

Les participants ont considéré que la première violence est là, dans un cadre de vie dégradé. L'anonymat des locaux, le mauvais entretien, le grand nombre des élèves génèrent la violence.

Les repères des élèves sont flous et fluctuants ; ceux de certaines familles aussi. L'école travaille à contre courant de certaines représentations familiales. Il est important que les adultes qualifient les gestes, les situations. Quand deux élèves qui se frappent ou s'insultent disent "on s'amuse", ce n'est pas acceptable. Il ne faut avoir de cesse de le répéter et harmoniser les exigences de l'ensemble des adultes de l'établissement. Une bonne atmosphère est également liée au taux d'encadrement.

Le groupe s'est interrogé sur les pratiques à mettre en place pour lutter contre la montée des incivilités, la violence étant le handicap n° 1 de la pédagogie. On n'apprend que dans un climat de sérénité. Si l'on ne veut pas faire plus de discipline que d'enseignement, il faut réintroduire de la distance, expliquer le rapport disymétrique entre le professeur et l'élève. Le langage des adultes doit rester correct en toute occasion. Il faut réinstaurer des rituels qui rassurent et calment les élèves et leur permettre de se sentir membre d'une communauté.

Pour que le sentiment d'impunité ne se répande pas, il est important que lorsque le fauteur de troubles est sanctionné, la classe en soit informée par la Vie Scolaire, le P.P. ou la direction.

Au niveau de la formation des professeurs, l'approche de cette question reste trop théoriques. Il faut des conseils pratiques.

Les élèves doivent sentir que l'école, le lieu comme les contenus d'enseignement et la qualité des relations, tiennent au cœur de chacun des adultes qui les encadrent et que les règles sont bien communes.

Bien évidemment, un consensus semble indispensable entre les professeurs de l'équipe pédagogique, les parents, qui doivent apporter leur soutien, et leur approbation, les instances hiérarchiques qui confortent les solutions préconisées par l'équipe.

La politesse, le respect, sont des valeurs de base qui ne peuvent être respectées que si elles ont été enseignées déjà en avant, dans les familles.